

LES GRÈVES D'ESPAGNE...

Que se passe-t-il en Espagne? En suivant les informations de la presse quotidienne, à quelques exceptions près, l'Espagne vit dans le calme le plus complet: aucune préoccupation ne vient troubler ce paradis du tourisme Iran marché, tourisme - dirons-nous mieux - de la honte, puisqu'il ne sert - tant que la classe ouvrière espagnole connaît à peu près la misère des pays sous-développés, avec le niveau de vie le plus bas de l'Europe et ne peut pas jouir elle-même du droit aux vacances - que d'appoint au régime; pour cette presse, les souffrances du peuple ont peu d'importance et elle nous rapporte plutôt de l'Espagne des échos de la chronique mondaine, en consacrant des longues colonnes au mariage d'un *Hughes* quelconque, devenu le prétendant au trône à titre de «*chef*» de la branche carliste, ou en faisant état des déclarations des autres prétendants, les fils du dernier roi (Alphonse 13^{ème}), c'est-à-dire D. Juan et D. Jaime, qui se font une petite guerre publicitaire sans qu'aucun des deux eut le moindre intérêt pour le trône, mais pour l'argent, et enfin nous racontant les voyages du fils de D. Juan, le prince Juan Carlos établi en Espagne avec la bénédiction de Franco. Cependant il se passe, des choses bien plus importantes: il y a un peuple qui bouge, qui se manifeste, qui lutte pour la liberté. C'est à cela que nous pensons, et nous nous faisons un plaisir d'insérer la chronique suivante que nous venons de recevoir de l'autre côté des Pyrénées.

Depuis plusieurs semaines, le mouvement de grève tient ferme dans les Asturies. Les premiers arrêts de travail se sont produits dans les mines de façon échelonnée, et, petit à petit, la grève a atteint l'ensemble du bassin houiller (Fondón, San Nicolas, Puramabule, Turón, Figaredo, Veguin, etc...). Au début du mois, le chiffre des grévistes s'élevait à 40.000. Devant un tel développement, les autorités, déjà en ridicule - puisque leurs promesses de considérer la situation des mines et accorder des nouveaux avantages aux producteurs, n'avaient pas pu arrêter le courant de protestations qui grondait depuis les grèves de l'été dernier - ont voulu appliquer la main forte. Elles savaient que des simples mesures d'intimidation ne seraient pas suffisantes pour mettre fin au conflit, mais elles devaient aussi réfléchir aux conséquences d'un recours aux procédés drastiques d'autrefois, car cela irait à l'encontre de la propagande sur la libéralisation du régime... et, alors, l'espoir de l'entrée dans le «Marché commun» pourrait s'éloigner pour longtemps.

Ainsi, tout en faisant croire que le conflit ne le tracassait pas, le gouvernement donna des ordres précis de répression: des recherches ont été pratiquées chez les mineurs signalés par leurs antécédents révolutionnaires, ou bien chez les jeunes suspects d'être en rapport avec des organisations clandestines, qui ont été suivies d'arrestations ici et là, et de concentrations de forces pour parer à toute éventualité. D'autre part, les entreprises touchées par le conflit (notamment la Nespral, Tres Amigos, Respinedo, Carbones de Langreo, La Nueva, Hulleras de Turón, Minas Figaredo, Hullera Española, Minas Dominica et Llori, Hullera de Veguin et Olloniego, et Minas de Riosa), durent afficher des mesures de suspension d'emploi pour tous ceux qui avaient manqué au travail.

Malgré cela le mouvement de grève a pris une plus grande extension dans les mines (La Encarnada, Musel, Llamas, Soivay, El Valle, Sueros, Reservada, Vicentina, Malatos, etc...) Il a même atteint d'autres secteurs (tous les établissements de la Duro-Felguera, usines de Mieres, Langreo et Siero, ainsi que les ateliers Moreda-Gijón). Simultanément d'autres arrêts de travail se sont produits dans les provinces du nord de l'Espagne, à Bilbao - où déjà les manifestations du «Premier mai» avaient mobilisé près de cent mille travailleurs - et à Santander, de même que dans le centre (Puertollano) et le sud (Riotinto).

Mieux qu'aucune autre forme d'action, les grèves et la rapidité avec laquelle elles se sont répandues, ont prouvé la fragilité du régime. Celui-ci, comme on le sait, ne reconnaît pas aux ouvriers le droit de se mettre en grève, mais la grève se fait partout. Délivrés de la peur, les ouvriers ne tiennent plus compte des interdictions, ils s'arrêtent quand ils veulent, donc ils font reculer le gouvernement. Cela, certes, ne suppose pas que la partie soit déjà gagnée; c'est simplement un signe de changement, un choix. Mais quoiqu'il reste

encore de nombreuses difficultés à vaincre, cette prise de conscience de la classe ouvrière représente en quelque sorte le renouvellement de l'espoir.

Notons que ce qui a déconcerté surtout le gouvernement, c'est le fait d'avoir posé le problème de la liberté syndicale. Jusqu'à présent, tous les remous ouvriers avaient comme justificatif les revendications économiques; aujourd'hui, quoique ces revendications soient toujours justifiées, la demande de liberté d'association met en cause le système vertical, c'est-à-dire le corporatisme étatique. Celui-ci est tellement discrédité que personne n'ose plus le défendre. Nous l'avons bien vu au dernier Congrès, où le mot «national-syndicalisme» a été relégué pour adopter une appellation moins voyante: «syndicalisme national». Avec ça on a fait quelques retouches de façade, mais l'appareil est toujours le même. Rien d'étonnant donc que des jeunes ouvriers aient eu le courage de se présenter devant les congressistes officiels en criant, comme les mineurs asturiens: «Liberté syndicale!».

C'est sous ce drapeau que vont se produire les nouvelles manifestations ouvrières, soit par des grèves ou par d'autres actions. La discrimination faite dernièrement par le gouvernement en accordant certains avantages aux grévistes non «politisés», c'est-à-dire ceux qui avaient présenté des revendications économiques, et non aux autres - les mineurs - qui réclament en premier lieu le droit d'association, ne servira qu'à augmenter l'impopularité du régime. Nous croyons d'autre part que «l'Alliance syndicale» a gagné et gagnera encore bien des sympathies en diffusant le slogan de «liberté syndicale». Certes, d'autres, notamment certains catholiques opportunistes, font de la surenchère avec le même slogan et essayent de diriger vers leur moulin le mécontentement ouvrier, mais le véritable élément moteur de la lutte ouvrière contre le monopole syndical phalangiste - surtout aux Asturies - c'est «l'Alliance», c'est l'unité d'action des vieilles centrales syndicales.

Nous ne pouvons pas prédire ce que pourra durer encore le conflit. Nous sommes déjà surpris qu'il ait pu tenir si longtemps, car vous en conviendrez, un mois et demi sans travail, ce n'est pas peu de chose dans un pays où les organisations vivent dans la clandestinité, sans caisses de résistance et sans la moindre possibilité d'effectuer une véritable campagne de solidarité.

A vrai dire, la solidarité s'est manifestée entre les travailleurs asturiens eux-mêmes qui ont su tirer le meilleur parti des conditions économiques particulières de la région où bien souvent l'ouvrier est autant mineur que paysan. S'ils ont donc tenu le coup pendant six semaines, ils tiendront - et le gouvernement le sait pertinemment - jusqu'aux limites de leurs forces. Entre-temps, il se peut que l'action s'organise de façon plus ample dans les autres régions; mais cela n'est pas sûr. Il faudrait à notre avis, des moyens plus importants que ceux que les organisations ouvrières possèdent. Ne serait-ce donc pas l'heure que les travailleurs français et d'autres pays leur prêtent leur aide pour pouvoir développer la lutte pour la liberté de l'Espagne? Nous le pensons!

FERGOPE, Madrid, mai 1964.
